



10<sup>e</sup> ÉDITION  
CAMPUS REVIENT  
AU JARDIN  
D'ACCLIMATATION



# Paris : une place juridique dotée de nombreux atouts

le 23 juin 2016 - Anne MOREAUX - [Droit](#)



L'association Paris Place de Droit, en partenariat avec la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, a organisé une matinée-débat consacrée aux atouts de la capitale sur les marchés mondiaux. Avocats, directeurs d'entreprises, magistrats, universitaires et journalistes étaient invités, dans les locaux de la CCI, à réfléchir sur les moyens de promotion de Paris à l'international, les aptitudes de ses juridictions, leur accessibilité, leur coût raisonnable, la qualité de son barreau... Paris est une place juridique de choix.

Pourquoi la Chambre de commerce de Paris a-t-elle accueilli la première grande manifestation de ce type ?

simple et bonne raison que les entreprises sont « les premiers utilisateurs de droit » d'après Didier la CCI Paris, « intimement convaincu qu'il n'y a pas de développement économique sans système Le « grand témoin » de la matinée, Gérard Mestrallet, président d'Engie, va même jusqu'à qualifier du droit ».

Ce qui est certain pour Didier Kling est qu'il existe un véritable « besoin de droit », des entreprises L'ancienne présidente du Cercle Montesquieu Carol Xueref rappelle d'ailleurs que l'industrie du d moins 24 milliards d'euros et 243 000 emplois directs, selon une étude commandée par le Cercle er

### Un produit à vendre

S'il a des consommateurs, le droit est donc un produit à vendre dont les qualités doivent être mis campagnes de publicité. Telle est la visée de l'association Paris Place de Droit.



Pour ouvrir la matinée, rien de tel que les plaidoyers des représentants des juridictions commerciale

Jean Messinesi, président du Tribunal de commerce de Paris, a expliqué que sa juridiction qui co des juristes confirmés que de grands entrepreneurs, « est le meilleur forum pour soumettre ses diffé Au sein de celui-ci, unique en France (certifié ISO 9001), une chambre des litiges international compris en anglais, les contentieux commerciaux les plus complexes. Le fonctionnement de k forcément connu de tous, mais elle présente de nombreux avantages, puisque les décisions sont r que son coût reste très faible. En 2015, le coût moyen pour un contentieux au fonds, hors assigna euros pour un référé devant TC de Paris. Adam Smith, ancien directeur juridique de Safran, qui a p allemandes et américaines, le confirme. Selon lui, le coût d'une procédure commerciale en France

». « Le coût d'une procédure au Royaume-Uni est devenu si important qu'il crée un obstacle parfois Messinesi.

### Un barreau "ouvert"

Au tour du bâtonnier de Paris, Frédéric Sicard (photo ci-dessous), de vanter les mérites de son barreau de presque 28 000 avocats dont 8% d'étrangers, ce qui en fait un des plus internationaux d'Europe. Le barreau est « le seul à mener un travail sur la déontologie de la compliance », réfléchi au numérique et aux données. Il insiste sur l'engagement du barreau de Paris auprès du CNB et du CCBE. « Le barreau est bien plus, le barreau d'Europe est en marche avec Paris puisque nos experts se sont déployés partout où que cette place rayonne. »



Les représentants des entreprises demandent que soit développé un système juridique pertinent, ce qui est loin d'être le cas pour certains, notamment lorsqu'on étudie de près la jurisprudence de la Cour de cassation. Cette instabilité juridique est un frein pour la croissance économique.

Gérard Mestrallet, président d'Engie et de Paris Euro place, explique d'ailleurs que le développement soulève « un triple enjeu » en termes de financement des entreprises, d'emploi et de souveraineté. Guillaume Meunier de la Direction des Affaires Civiles et du Sceau, qui a mené la réforme du droit de l'idée de compétitivité économique accrue avec un droit clair.

### Des créateurs de droit

L'ancienne présidente du Cercle Montesquieu, Carol Xueref, secrétaire général d'Essilor Intelligence, explique que les entreprises sont les premiers consommateurs de droit, ces acteurs économiques sont aussi développeurs. Outre, elle ajoute qu'avec le numérique, nous vivons « un mouvement de désintermédiation des r

qui nécessite des juristes 2.0 confrontés à une nouvelle matière et de nouveaux champs d'action ». compétences pour relever ce défi ».

Le modérateur des débats Jacques Bouyssou, membre du Conseil de l'ordre du barreau de Paris, l'économiste Jacques Attali, président de Positive Planet, et l'ancien membre du Conseil de l'ordre des fenêtres sur l'avenir » dans leurs propos conclusifs.

Jean-Michel Darrois a commencé par une belle exégèse de l'intitulé de l'association. Car si la discute, c'est aussi une « place forte », c'est-à-dire un lieu entouré d'une muraille, ce qui rend la capitulation. L'avocat a souhaité contrebalancer les propos très optimistes tenus dans la matinée en commencer par le manque d'unité dans les professions juridiques, et mêmes « les inimitiés » ent enchaîne avec les problèmes de formation des avocats et juristes qui ne maîtrisent pas encore le manque de stabilité et de lisibilité du droit français.

« Nous sommes dans un chaos planétaire du droit », selon Jacques Attali, car la globalisation d'une globalisation de l'Etat de droit. « C'est là une des causes profondes de la crise que nous traversons. Les Pouvoirs publics ont fait fausse route selon lui car ils n'ont pas assez exporté notre modèle. Nous avons les atouts ! « Francophonie et dimension maritime font de la France une puissance de pensée

### **L'association Paris Place de Droit**

Les acteurs institutionnels du monde du droit et des affaires se sont associés en novembre de cette année pour tracer une « *nouvelle route de la soie* », comme le disait Pierre-Olivier Sur

Cette route commence à Paris, rayonne dans toute l'Europe, passe par l'Afrique pour aller vers l'Asie. Elle est française, « *pudiquement appelé droit continental* » par la plupart des juristes.

Les signataires s'engagent ainsi dans une entreprise de promotion de la capitale comme place véritable lobby du droit.

Le barreau de Paris, la CCI d'Ile-de-France, le Tribunal de commerce, les associations Paris Cercle Montesquieu, et l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne font ainsi front ensemble pour promouvoir le droit juridique parisienne.

L'association, qui entend œuvrer pour la reconnaissance de Paris en tant que « hub » juridique de lobbying auprès des dirigeants d'entreprises, entre les murs de la CCI Paris. De brillants arguments argumentaires convaincants devant « *les premiers consommateurs de droit* ».

Des directeurs juridiques de grands groupes français (Essilor, Safran) étaient invités à défendre la réforme tandis qu'un représentant de la Chancellerie vendait la réforme du droit des contrats comme *common law*. Le célèbre avocat Jean-Michel Darrois a d'ailleurs recommandé aux directeurs d'entreprises de bien vouloir veiller à faire appel à des cabinets de conseils et d'audit français plutôt qu'à l'étranger.

Tous les intervenants s'accordent à dire que les entreprises ont de quoi régler leurs litiges fa durée raisonnable, que ce soit par le biais de la médiation, de l'arbitrage ou des juridictions com



## Affiches Parisiennes

Journal d'annonces légales et d'information juridique

- › Pour plus de contenu, papier + web
- › l'accès aux annonces légales,
- › l'accès aux ventes aux enchères.



